

50 000 tutsis  
avaient été  
parqués dans  
un camp de  
concentration.

Gilles Peress/Magnum



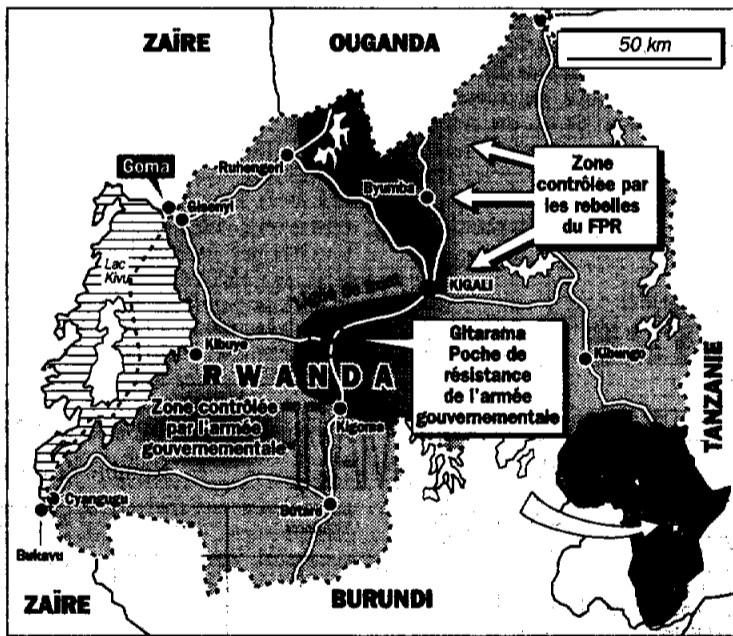
# RWANDA LES MYSTERES DE GOMA, REFUGE ZAIROIS DES TUEURS RWANDAIS

**Il y a peu, des avions non immatriculés se posaient dans cette ville frontalière pour fournir en armes le gouvernement rwandais. Des ministres y ont trouvé refuge, avec des milliers de Hutus. Les Tutsis qui, nombreux, ont aussi franchi la frontière, tentent de passer inaperçus...**

**L** Goma, envoyé spécial  
ongue de 3 200 mètres, la piste de l'aéroport international de Goma sert beaucoup. D'abord, elle permet de désenclaver la province du Nord-Kivu, véritable « potager » du Zaïre. Ensuite, non seulement en raison des cargos de manioc, d'ignames et de haricots mais aussi grâce au trafic passagers, elle maintient l'unité nationale d'un pays-continent dont, sauf sur la carte, les réseaux routier et ferroviaire n'existent plus. Accessoirement, en bout de piste et entre deux avions, les jeunes disposent d'un terrain de foot qui, sous les pluies abondantes, n'est pas inondé pendant les trois quarts de l'année. Enfin, depuis le début du drame rwandais, l'aéroport de Goma est la base arrière du gouvernement du pays voisin, le Rwanda. C'est d'ici que les responsables du génocide ont été approvisionnés, en armes notamment, jusqu'à il y a dix jours.

Depuis la déroute des Forces armées rwandaises (FAR) à Kigali, le dimanche 22 mai, les « vols spéciaux » sur Goma ont en effet cessé. Auparavant, à cinq reprises, un Boeing 707 à l'immatriculation soigneusement effacée s'était posé, trois fois de jour et deux fois de nuit. Sa cargaison : chaque fois quelque 18 tonnes d'armes et de munitions, « d'origine serbe » selon les uns, dans des caisses estampillées « Bulgarie » selon d'autres. Au moins une fois, des témoins affirment avoir identifié des pilotes sud-africains. Malgré le foisonnement de détails et de versions parfois contradictoires, toutes les sources sur place – y compris des expatriés français bien placés – expriment leur « certitude » que ces livraisons d'armes ont été « payées par la France ». Personne, cependant, n'est en mesure d'étayer par une preuve matérielle cette affirmation.

En recevant récemment à Paris le Premier ministre désigné d'un futur « gou-



vernement d'union nationale » au Rwanda, Faustin Twagiramungu, le ministre français de la Coopération, Michel Roussin, s'est insurgé contre ces accusations. Il a mis son interlocuteur au défi d'en apporter la preuve. « Après avoir catégoriquement rejeté une demande d'aide militaire formulée dès la mi-avril, je ne vois pas le gouvernement Balladur envoyer des armes via Goma où, en plus, tout finit par se savoir », explique également l'attaché de défense d'une ambassade française dans la région. En ajoutant : « Mais une aide en sous-main, par des circuits parallèles, c'est toujours possible. Vous savez, des officines de trafic d'armes à Paris, je pourrais vous en parler... »

La France officielle? La France parallèle? Qu'il y ait eu ou non collaboration franco-zaïroise dans la crise rwandaise, le fait est que, à la faveur de l'embrasement meurtrier dans le pays voisin, le maréchal-président Mobutu

É P B I F A A F E D H

PROCHE-ORIENT

# Bras de fer autour de Jérusalem

Le QG de l'OLP à Jérusalem prend des allures de siège du gouvernement palestinien, alors que les Israéliens voudraient le voir transféré à Jéricho.



Les gardes du corps palestiniens devant la Maison d'Ori, à Jérusalem-Est.

... s'est rappelé au bon souvenir de Paris. « Si Mobutu avait été dans le même avion que Juvénal Habyarimana », le président rwandais abattu en plein vol le 6 avril dernier. « toute l'Afrique centrale serait à feu et à sang », estime un officier français. Outre son « rôle stabilisateur dans la région », Paris a redécouvert la « fidélité francophone » du dirigeant zaïrois, pourtant toujours interdit de visa pour la France et, il y a peu, menacé de la saisie de « tous ses biens mal acquis » à l'étranger. « Il n'en est plus question », précise-t-on aujourd'hui. « Nous avons besoin de Mobutu, pour tenir le Zaïre et pour faire face à Yoweri Museveni », le président ougandais. Celui-ci est perçu comme le cheval de Troie des « intérêts anglo-saxons dans la région ». Gage de la réconciliation: l'invitation personnelle de François Mitterrand à Mobutu à assister au prochain sommet franco-africain, en novembre à Biarritz, a déjà été envoyée à l'ambassade de France à Kinshasa. « Dès que Mobutu forme un gouvernement et accepte quelques concessions, comme l'abandon du contrôle de la Banque du Zaïre, elle lui sera remise en guise de gratification ».

Sur l'aéroport de Goma, la politique régionale est d'une autre morbide dimension. Dans le cimetière attenant, à un jet de pierre de la frontière avec le Rwanda, les enterrements de Tutsis ont désormais lieu sous escorte militaire. « Autrement, des miliciens hutus risquent de traverser la frontière pour massacrer le cortège des parents », explique un officier zaïrois. Déjà, « pour chaque Tutsi ramené au pays », des énergumènes hutus offrent 200 dollars. Si bien que la prospère communauté tutsie installée au Zaïre a pris les devants en versant une « contribution volontaire » aux forces zaïroises de sécurité, non payées depuis deux ans... En même temps, des parents tutsis réfugiés du Rwanda se cotisent pour racheter leurs enfants: sentant leur cause perdue, certains miliciens hutus cèdent en effet à la vénalité et amènent, nuitamment, des enfants cachés rescapés des tueries. Le tarif pratiqué par « unité »: 1 500 francs.

Au fur et à mesure que les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) gagnent du terrain, les Hutus du Rwanda - 85% de la population - se replient vers l'ouest, en direction du Zaïre. « Ils préfèrent s'y réfugier plutôt que d'aller au Burundi où l'armée tutsie détient toujours la réalité du pouvoir », explique un responsable humanitaire. Pour l'instant, toutefois, l'afflux reste limité: officiellement, quelque 4 000 Rwandais, hutus et tutsis, sont entrés dans le Nord-Kivu et environ le double dans le Sud-Kivu, autour de Bukavu. « En réalité, ils sont déjà plus nombreux, estime cependant la même source. Seulement, les Tutsis ne tiennent pas à être repérés. Donc ils s'installent clandestinement, en famille, sans faire appel à l'aide humanitaire. » Pour cela, il y a des bonnes raisons. A

commencer par la proximité des nervis hutus, toujours en proie à leur folie meurtrière, notamment dans les deux villes jumelles de Goma et de Bukavu, juste au-delà de la frontière: à Gisenyi, au nord, et à Cyangugu, au sud. Divers ministres du « gouvernement intérimaire » viennent d'ailleurs de s'y réfugier, le dos au mur protecteur du Zaïre. Seul le Premier ministre, Jean Kambanda, semble être resté à Gitarama, menacé d'encerclement par le FPR. A Gisenyi, sur 58 prêtres catholiques dans le diocèse, la moitié ont été tués: parce qu'ils étaient eux-mêmes tutsis ou pour avoir accueilli des membres de l'ethnie persécutée. A Cyangugu, quelque 5 000 Tutsis avaient été enfermés dans le stade municipal. Ils ne sont aujourd'hui plus que 1 800. « Les autres ont été transférés à Nyarushishi, 13 kilomètres plus loin, explique une source humanitaire. Sur le chemin, plusieurs bus ont été détournés... »

Mais il n'y a pas seulement la proximité de leurs bourreaux, de l'autre côté d'une frontière peu sûre, qui incite les réfugiés tutsis à se cacher au Zaïre. Il y a aussi, dans la province du Kivu, une forte communauté rwandaise à l'écrasante majorité... hutue. Vivant ici depuis des générations, cette communauté n'est pas pour autant acceptée et assimilée par les ethnies « autochtones » du Zaïre. Au contraire: l'an passé, entre mars et juillet, une guerre sanglante entre banyarwanda - littéralement « enfants du Rwanda » - et Hundes et Nyangas coalisés a fait des milliers, sinon des dizaines de milliers de morts. Personne n'est en mesure de préciser le bilan de cette tuerie, dans une partie pratiquement inaccessible du continent. « D'après le peu qu'on en a vu, on sait seulement que d'effroyables massacres et contre-massacres ont été commis à l'armée blanche, comme ces jours-ci au Rwanda », explique une source humanitaire. Sur près d'un demi-million de personnes déplacées, à ce jour seulement la moitié est revenue... »

Dans les semaines à venir, si le FPR (à majorité tutsie) pousse son avantage militaire jusqu'aux frontières, des centaines de milliers de Hutus risquent de se réfugier dans l'est du Zaïre. Ils y diviseront, définitivement, une communauté rwandaise jusqu'alors soudée par la nécessité d'une défense commune en pays étranger. Ils achèveront d'exaspérer, aussi, les ethnies « autochtones » du Zaïre, réduites à la misère dans un Etat fantôme et, naturellement, d'autant plus envieuses des réfugiés assistés. D'ores et déjà, l'achat massif de haricots par des organisations humanitaires a provoqué le doublement du prix. « On secourt les Rwandais, on affame les locaux », conclut, laconique, un planteur français installé ici depuis des décennies. Comme beaucoup dans le Kivu, il s'attend à « une explosion de violence, de nouvelles tueries ».

Stephen SMITH

Jérusalem, de notre correspondant

es chauffeurs de limousines de Jérusalem ont posé au gouvernement une question très sérieuse: faut-il retirer le drapeau israélien des voitures lors de visites à la Maison d'Ori, le quartier général de l'OLP situé dans la partie arabe de la ville? Réponse du ministère des Affaires étrangères: le drapeau israélien doit être arboré « sur tout le territoire ».

La Maison d'Ori, une belle bâtisse de l'époque ottomane appartenant à la famille de Fayçal Hussein, le chef de l'OLP à Jérusalem, agace Israël. Le drapeau palestinien sur un mat, les gardes du corps équipés de talkies-walkies et le défilé incessant de délégations étrangères donnent au siège de l'OLP des allures de « siège du gouvernement » à Jérusalem, alors que les Israéliens voudraient le voir à Jéricho... Le maire de Jérusalem, Ehud Olmert, fait campagne pour sa fermeture et, de source israélienne, on nous affirmait que, « si l'OLP veut faire de la Maison d'Ori son Quai d'Orsay, il y aura des problèmes ».

Alors que l'accord « Gaza-Jéricho d'abord » renvoyait la question du statut de Jérusalem à la dernière phase de la transition, les premières salves sont déjà tirées, avec toute la passion que suscite cette ville trois fois sainte. Le gouvernement israélien a en particulier exigé, en s'appuyant sur la déclaration de principe signée en septembre, que toutes les institutions liées à l'autonomie s'installent à Gaza ou à Jéricho, pas à Jérusalem. « Sans notre accord, aucune activité palestinienne d'ordre gouvernemental ou policier ne sera autorisée à Jérusalem. Elle ne sera permise qu'à Gaza ou Jéricho », a déclaré cette semaine au Parlement, au nom du gouvernement, le ministre de l'Environnement, Yossi Sarid.

La mesure vise en principe les « nouvelles » institutions palestiniennes: le gouvernement s'est en effet engagé,

par une lettre de Shimon Pérès restée secrète jusqu'ici, à « permettre le fonctionnement normal des différentes institutions sociales, religieuses et autres de toutes les communautés de Jérusalem ». Cette lettre postérieure à l'accord d'Oslo, dont le contenu a été révélé par la presse, avait été communiquée à Arafat qui voulait être rassuré sur le maintien du statu quo. La campagne menée contre la Maison d'Ori menace toutefois ce statu quo, et toute tentative de la fermer serait une « violation flagrante » de l'accord, a accusé Fayçal Hussein, qui a renoncé à un poste dans le « gouvernement » de l'autonomie pour se consacrer au dossier de Jérusalem.

Les Palestiniens redoutent de plus en plus de voir leur présence politique marginalisée dans la partie orientale de la ville, déjà soumise à une transformation massive par la construction de nouveaux quartiers juifs. La décision du gouvernement concerne en particulier le Conseil économique palestinien pour la reconstruction (Pecdar), créé pour coordonner l'aide internationale aux territoires autonomes. Le Pecdar a emménagé dans des bureaux luxueux à Beit Hanina, une banlieue arabe de Jérusalem, mais se voit refuser des lignes téléphoniques. « Vous pouvez avoir le téléphone, mais à Jéricho », disent les autorités.

Les Palestiniens ont été placés sur la défensive par cette poussée de fièvre, en partie motivée par la nécessité, pour le gouvernement, de se montrer ferme face à une opinion hésitante. Malgré elle, la communauté internationale se voit attirée dans la polémique. Ainsi la récente visite du ministre français de la Fonction publique, André Rossinot, a pâti de la tournure du débat. Un article dans le journal *Al-Qods* (« Jérusalem » en arabe...) insistait sur le fait que la France devait signer « à Jérusalem » le premier accord d'un pays étranger avec l'autonomie palestinienne por-

tant sur la création d'un centre de droit français à l'université de Bir Zeit. Embarras côté français. Résultat: l'accord n'a pas été signé, officiellement pour des raisons « techniques ».

Dans la même veine, le très sérieux quotidien *Haaretz* rapportait jeudi que le Quai d'Orsay aurait fait savoir à Israël que, si les diplomates français ne pouvaient plus rencontrer les Palestiniens à la Maison d'Ori, la France boycotterait les officiels israéliens à Jérusalem. Rien de moins. De source française, on minimise la portée de ce qui n'était qu'une conversation entre diplomates. Côté israélien, on confirme l'essence de cette information, tout en niant qu'il y ait eu démarche formelle. « Le mot menace est trop fort », dit-on à Jérusalem, tout en soulignant que l'idée d'un tel boycottage « n'est pas sérieuse ».

Les déclarations d'Arafat appelant au  *jihad*  pour libérer Jérusalem n'ont pas aidé, de l'aveu même de responsables palestiniens embarrassés. Le chef de l'OLP a en effet réussi à faire l'union sacrée contre lui côté israélien, amenant Yitzhak Rabin à hausser le ton et lui interdire l'accès aux mosquées de Jérusalem, « avant deux ans ». De toutes les façons, a déclaré hier Fayçal Hussein, Arafat « ne visitera Jérusalem que sous le drapeau palestinien ».

Au-delà de ces déclarations, l'essentiel, du point de vue palestinien, est occulté dans ce débat passionnel: il s'agit des projets massifs de construction de logements juifs dans la partie est de la ville et à la lisière, encerclant littéralement les quartiers arabes et créant ainsi un fait accompli qui pèsera lourd lors de la négociation finale avec les Palestiniens. L'an dernier, déjà, la population juive a dépassé le nombre de Palestiniens dans la partie orientale de la ville... Les bulldozers sont plus menaçants, pour eux, que les rododendres des hommes politiques.

Pierre HASKI

## FÊTE DES PERES HABILLEZ VOTRE PAPA



Sur 3615 COFD, à l'occasion de la fête des pères, gagnez 35 tenues complètes d'été Rica Lewis comprenant jean, blouson, bermuda, polo...

36.15 COFD

SYNCP CP 5072 - 2, P.F. le minuteur